DÉPARTEMENT DE LA MANCHE

2[e] Circonscription

Elections Législatives des 12 et 19 Mars 1978

Chères Electrices, Chers Electeurs,

Les élections législatives se situent dans une période de crise économique qui n'épargne personne. Toutes nos entreprises en souffrent et, par conséquence, tous ceux qui en vivent, patrons ou salariés. Le ralentissement de leur activité a réduit leurs possibilités d'emploi, créant ainsi un chômage que nous n'avions pas connu depuis la grande crise des années 1930.

Ainsi, à la période de croissance exceptionnelle que nous avons vécue, succède une période de croissance ralentie. Nous n'analyserons pas les causes de la crise. Vous les connaissez, et malheureusement les plus déterminantes échappent aux moyens d'action du gouvernement (prix du pétrole, prix des matières premières, notamment).

Que pouvons-nous faire ? **Pour nous, il ne s'agit pas de faire de vaines promesses. C'est pourquoi nous vous disons très honnêtement ce qui nous paraît possible et ce qui est indispensable de mettre en œuvre pour franchir la période difficile que nous vivons.**

Une chose est certaine : nous ne retrouverons pas, demain, le rythme de croissance que nous avons connu.

Il ne s'agit pas, pour autant, de se figer dans la crise. **Il faut, au contraire, mobiliser toutes nos forces, tous nos moyens d'action et nous unir pour trouver le rythme d'une autre croissance susceptible de :**

— RELANCER L'ACTIVITE DE NOS ENTREPRISES. — DONNER DU TRAVAIL A TOUS. — PERMETTRE NON SEULEMENT DE MAINTENIR L'ACQUIS SOCIAL, **MAIS DE LE FAIRE PROGRESSER pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés en matière notamment de salaires, de protection sociale et de retraites.**

Tout cela nous devons le faire sans relancer l'inflation, tout en maintenant nos coûts de production le plus bas possible, afin de reconquérir nos marchés extérieurs et intérieur.

Est-ce possible ? OUI, aux conditions suivantes :

— Les efforts demandés aux françaises et aux français doivent être également répartis.

— Il faut supprimer totalement et rapidement toutes les causes qui rendent nos entreprises moins compétitives que les entreprises étrangères. La principale c'est, incontestablement, le poids excessif des charges sociales des entreprises de main-d'œuvre qui sont susceptibles de créer le maximum d'emplois si elles étaient partiellement libérées de ce fardeau.

— Il faut libérer l'homme du poids croissant et excessif d'une administration qui s'est compliquée au fil des ans.

— Il faut redonner plus de pouvoirs aux élus et responsables à quelque niveau qu'ils se situent, et davantage de moyens financiers aux collectivités locales.

— Il faut donner à toutes et à tous les moyens de participer réellement au développement de leur entreprise et à la vie de la société.

— Il faut persévérer dans l'effort entrepris pour que notre région rattrape le retard dans lequel elle s'est enfoncée en demeurant à l'écart des grands courants économiques.

Tels sont les points essentiels sur lesquels nous nous proposons de faire porter notre action dans le cadre de la Majorité Présidentielle.

Membres de la majorité nous ne partageons pas inconditionnellement tous les points de vue des Etats-Majors politiques.

Il y a des excès partout et nous le déplorons.

Nous sommes et nous entendons le rester, des hommes de mesure.

Nous sommes attachés à la Démocratie de la V[e] République et nous la défendrons.

Nous sommes pour le Rassemblement de toutes celles et de tous ceux qui entendent servir et défendre la République et avec elle notre pays, nos familles, nos entreprises.

Notre attachement au Gaullisme ne nous empêche pas d'être des Européens convaincus parce que c'est la chance de la France.

C'est pourquoi nous demeurons apparentés au groupe R.P.R. conservant ainsi une certaine autonomie et une plus grande liberté de jugement.

Contrairement à tous nos adversaires, nous ne sommes pas des partisans inconditionnels d'un homme ou d'une doctrine ou d'une idéologie.

Nous entretenons des amitiés avec tous, rejetant loin de nous toutes les exclusives, car elles sont la source de nos divisions, et notre pays en a trop souvent souffert.

Dans le courant de son histoire notre pays a traversé bien des épreuves. Ceux qui nous ont précédés ont trouvé la force, la volonté et le courage de les surmonter.

A leur exemple, avec vous, jeunes et moins jeunes — filles et garçons — hommes et femmes, tous ensemble nous ferons de même et nous gagnerons la bataille pour nos familles, pour nos entreprises, pour nos villes et villages, pour notre pays.

C'est à cela que nous vous convions, et c'est cela que nous ferons si vous nous faites largement confiance le 12 mars 1978.

(suite au verso) →

Programme de E. Bizet et D. Gautier-Sauvagnac :

AGRICULTEURS :

Donner la priorité à l'installation aux jeunes.
Donner un statut à la femme d'exploitant.
Donner un statut aux doubles actifs (ouvriers-paysans, artisans ou commerçants paysans).
Supprimer la cotisation d'assurance maladie pour les retraités.
Abolir rapidement les montants compensatoires monétaires.
Promouvoir une politique d'exportation (l'agriculture étant un facteur principal d'équilibre de notre balance commerciale).
Défendre et améliorer la politique agricole commune.

ANCIENS COMBATTANTS, VICTIMES DE GUERRE ET A.F.N. :

Un traitement identique pour toutes les victimes de guerre.
Obtenir la revalorisation des retraites et pensions selon un plan établi sur 5 ans.
Décerner la Légion d'Honneur à tous les anciens de 14-18 qui possèdent tous les titres.

ARTISANS, COMMERÇANTS ET PROFESSIONS LIBERALES :

Obtenir une réduction des charges sociales des entreprises de main-d'œuvre.
Bloquer les charges fiscales pendant 2 ans au moins à leur niveau actuel.
Combattre pour que s'établisse une concurrence plus loyale au niveau de la distribution afin que les petits commerçants ne soient pas "écrasés" par les grandes surfaces.
Obtenir une meilleure protection sociale.
Combattre toutes les formes de tracasserie administrative et fiscale.
Obtenir la reconnaissance professionnelle aux épouses indispensables à la marche de l'entreprise.

COLLECTIVITES LOCALES :

Augmenter leurs ressources financières.
Maintenir et recréer tous les services publics nécessaires à la vie des habitants.

ENSEIGNEMENT :

Supprimer les injustices présidant à l'attribution des bourses scolaires.
Faire titulariser les auxiliaires d'enseignement présentant les capacités requises ou ayant fait la preuve de celles-ci.

FAMILLES :

Donner un statut à la mère de famille.
Trouver les moyens de constituer une retraite aux mères de familles se consacrant uniquement à l'éducation de leurs enfants
Relever les allocations familiales.
Favoriser le travail à mi-temps.

POLITIQUE ETRANGERE ET DE DEFENSE :

Travailler à la mise en place d'un plan de désarmement dans un cadre mondial.
Favoriser la mise en place d'une politique de développement concerté entre pays riches et pays pauvres.
Lutter contre toutes formes de « Dumping » commercial.
Soutenir la politique de défense de la France, garante de son indépendance et de nos libertés.
Poursuivre avec détermination la construction européenne.

PROTECTION DES CITOYENS :

Garantir les libertés individuelles et collectives.
Faire respecter la liberté des producteurs de transformer leur production (bouilleurs de cru).
Lutter contre le terrorisme et la violence.
Réduire l'emprise administrative et ses tracasseries.
Créer des comités départementaux de défense des usagers.
Faire respecter partout les droits de l'homme.

RETRAITES :

Poursuivre l'augmentation de l'allocation vieillesse et obtenir son indexation sur le SMIC.
Obtenir l'indexation des intérêts du capital déposé sur le 1er livret de caisse d'épargne.
Créer toutes les conditions indispensables à une vieillesse heureuse en évitant toute ségrégation.

SALARIES :

Lutter contre le chômage afin de donner du travail à toutes et à tous, en s'appuyant sur une réforme de la Sécurité Sociale.
Développer toutes les formes de participation.
Etablir une retraite à la « carte ».
Poursuivre la mise en place des mesures tendant à revaloriser le travail manuel.

TOURISME ET CULTURE :

Développer le tourisme dans notre région.
Maintenir la petite hôtellerie traditionnelle, soumise à des contraintes excessives.
Aider la création de gîtes ruraux et de villages de vacances.
Donner à l'arrière pays toutes les possibilités d'accueil et de développement touristique.
Aider toutes les formes d'expression culturelles.
Créer des musées d'art populaire et d'expression régionale.
Sauvegarder l'acquis culturel que nous ont laissé les générations qui nous ont précédées.

Vu les candidats :



Emile BIZET

Député Sortant

Conseiller Général, Maire de BARENTON
Conseiller Régional
Président de la Commission d'Aménagement Rural du Conseil Régional de Basse-Normandie
Vice-Président du Parc Normandie-Maine
Ancien Combattant Volontaire de la Résistance



Denis GAUTIER-SAUVAGNAC

Candidat Suppléant

Diplômé de Sciences Politiques
Licencié ès-Sciences Economiques
Directeur de Cabinet
à la Communauté Economique Européenne

Candidats de la Majorité Présidentielle

Démocrates Ve pour le Rassemblement et la Défense de la République (App. RPR)

Imprimerie de l'Avranchin, 50300 Avranches